**DÉBAT LIVRE BLANC SUR L’AVENIR DE L’EUROPE**

**FR**

**DÉBAT AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN ESPAGNE**

**Madrid, 19 mai 2017**

**CONCLUSIONS**

**(adaptées au modèle de questionnaire établi au CESE pour les 27)**

1. **Lequel des cinq scénarios présentés dans le livre blanc correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi?**

Les scénarios 1 et 2 ayant été écartés dès lors qu’ils limitent l’intégration, il y a eu consensus durant le débat pour estimer que des cinq scénarios présentés, c’est le scenario 3 qui est le plus réaliste à l’heure actuelle. La construction européenne permet la technique de la géométrie variable; cela existe déjà en pratique depuis le traité de Maastricht, avec de grandes réussites: Schengen, euro. Ce n’est pas le scénario le plus progressiste ni le plus solidaire dans le processus de construction européenne, mais compte tenu de la diversité des situations socio-économiques et budgétaires, ce serait le plus viable, à condition de respecter des conditions fondamentales telles que:

* garantir la pérennité du marché unique et articuler (en la rendant viable) une construction européenne dotée de contenus sociaux réels et effectifs, de même que pour d’autres politiques essentielles de l’Union (Schengen et la libre circulation, etc.).
* il ne faut pas écarter l’objectif de parvenir à une union politique (scenario 5). Ce serait l’issue la plus aboutie pour le processus de construction européenne à long terme, mais il conviendrait de l’enrichir en mettant l’accent sur la recherche d’une efficacité maximale et en incluant des éléments d’autres scénarios.

Une combinaison des scénarios 1, 3 et 4 pourrait également être viable, l’accent étant placé sur des aspects/politiques clés pour les intérêts européens.

Quel que soit le scénario retenu, il ne faut pas perdre de vue l’objectif final: une Union plus forte, jouissant d’une légitimité accrue, d’une plus forte cohésion sociale et économique et davantage compétitive.

1. **Un autre scénario, non envisagé, serait-il possible et préférable? Le cas échéant, pourquoi? *(voir la réponse apportée à la première question)* Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?**

Partant de l’hypothèse que l’UE est la solution et non le problème, la conclusion unanime du débat est que le manque de confiance dans le projet européen de la part de la société civile et des citoyens en général provient de la désillusion des citoyens, en particulier depuis l’amorce de la crise économique de cette dernière décennie, les responsables politiques n’ayant pas su ou pas voulu reconnaître et faire valoir en temps utile les acquis européens et leurs effets bénéfiques.

Cette situation a été exacerbée par l’absence d’action commune de l’Union sur des thèmes clés de la politique extérieure (réfugiés) et par l’absence de réponses appropriées face à la crise économique et à la détérioration du tissu social dans les pays les plus touchés. Pour améliorer la confiance, il faudrait:

* susciter l’enthousiasme des citoyens en les rapprochant du projet de construction européenne ainsi qu’en soulignant et en diffusant tous les acquis de celui-ci: paix et stabilité du continent; efficacité des relations avec le reste du monde; progrès économique, marché unique, libre circulation des personnes; protection du climat, de l’environnement et du consommateur, etc.;
* progresser vers l’édification d’un véritable pilier social assorti de politiques de protection sociale et de promotion de l’emploi;
* procéder à une autocritique dans les institutions, et y stimuler le débat.

Plus particulièrement, et pour accroître la confiance parmi les citoyens et la société civile:

* promouvoir la transparence des décisions politiques à l’échelon européen (au niveau de chaque institution);
* mettre sur pied une interaction et un dialogue permanent entre les institutions européennes et les institutions nationales;
* ne pas considérer les consultations menées sur une très vaste échelle par la Commission comme le seul moyen approprié de participation, car elles affichent de nombreuses faiblesses.

1. **Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment?**

Il y a un problème de légitimité qui est abordé de manière différente selon les pays. Dans le cas de l’Espagne, l’enthousiasme que le projet européen a traditionnellement suscité se fonde sur l’amélioration de la qualité de la vie, la prospérité et le progrès économique. La crise économique et celle de l’emploi ont porté un coup à l’image européenne, du fait de l’imposition de mécanismes drastiques de coupes dans les comptes publics ayant de profondes répercussions sociales. D’un point de vue démocratique, les politiques européennes doivent faire l’objet d’une reddition de comptes et se soumettre aux contrôles démocratiques au sein des parlements nationaux. Afin de resserrer les liens entre l’Union et ses citoyens, il faut renforcer la responsabilité conjointe, le dialogue et la coopération entre les institutions européennes et nationales.

La structure institutionnelle particulière de prise de décision dans l’Union est difficile à comprendre. Il y a lieu de réformer les institutions: le Parlement et la Cour de justice devraient être les axes de la réforme, selon un intervenant, tandis que des changements devraient être apportés au rôle du Conseil en tant que colégislateur et à celui de la Commission européenne.

Il convient d’expliquer les résultats déjà obtenus et les avantages apportés par le projet européen à la citoyenneté et ceux qu’il peut générer à l’avenir. De même, il convient de faire prendre conscience aux citoyens que le processus d’intégration européenne est totalement réversible depuis le Brexit et leur expliquer les conséquences d’un recul européen.

1. **Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il, et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement?**

Depuis le début de la «grande récession», des accords importants ont été conclus pour compléter l’Union économique et monétaire. Le dispositif institutionnel mis en place a déjà eu des résultats notables mais inégaux selon les domaines d’action. Il convient de faire en sorte que la base industrielle et de services renforce sa dimension concurrentielle, comme condition sine qua non de sa viabilité.

La dimension sociale de l’Europe est une grande absente dans chacun des cinq scénarios du livre blanc. Le socle social n’est abordé dans aucun des cinq scénarios du livre blanc, même s’il en est question dans le calendrier de l’ensemble du processus jusqu’au 2019.

L’opinion la plus répandue lors du débat a été la suivante: le pilier social manque de concrétisation et d’ambition politique dans plusieurs de ses aspects et mérite d’être encouragé. Il n’a pas débattu de la question de savoir lequel des cinq scénarios permettrait de développer au mieux ce socle. Son développement devrait être compatible avec le maintien et la compétitivité des entreprises européennes. L’inclusion de ses objectifs importants dans les procédures et l’évaluation du semestre européen pourrait être un outil efficace pour celui-ci.

L’aspect social doit avoir sa propre identité et accompagner la dimension économique. Il y a lieu de lutter contre l’impact social de la crise, qui perdure dans la phase actuelle de reprise et voit l’exclusion de vastes groupes de la population. Il convient de créer une politique de l’emploi au niveau européen (par l’intermédiaire de politiques actives et passives), en mettant l’accent en particulier sur l’emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée.

Dans le même temps, un intervenant a signalé l’impossibilité d’atteindre cet objectif vu la diminution du budget de l’Union. La solution pourrait résider dans une réforme du pacte de stabilité et de croissance, accompagnée d’un renforcement de la croissance économique. Une plus grande attention portée à la politique sociale, pour être crédible, doit s’accompagner des moyens budgétaires nécessaires à sa réussite, sans réduire les fonds dégagés pour des politiques clés de l’Union visant à maintenir et améliorer la compétitivité de l’économie européenne.

Il convient de compléter et d’équilibrer le processus de mondialisation entamé avec la libération des mouvements de capitaux au moyen d’un renforcement du processus de convergence/harmonisation de la fiscalité engagé par le G20 et l’OCDE et auquel l’UE est partie prenante.

Au premier rang des conséquences de la récession figure la réduction drastique de l’investissement, notamment public, ce qui fragilise le processus de reprise économique. Le Fonds européen pour les investissements stratégique (plan Juncker) a tenté de renverser cette dynamique. Cependant, la distance entre les objectifs qui s’imposent et les moyens disponibles est telle qu’il y a lieu de renforcer cet instrument. Il serait également utile de revenir à la «règle d’or», de manière à ce que les crédits destinés aux investissements publics productifs ne soient pas pris en compte dans le calcul des déficits publics.

Certains éléments concrets ont été recensés en vue de leur inclusion dans les politiques d’atténuation du chômage: une dotation spécifique pour un mécanisme de lutte contre le chômage des jeunes, en vue d’améliorer son efficience et son efficacité; un renforcement économique et la simplification du Fonds d’ajustement à la mondialisation, afin de pallier les effets des délocalisations d’entreprises; la mise en place d’un semestre social européen, associé de marqueurs de qualité de l’emploi.

De même il convient de mettre en relief les résultats positifs obtenus dans le cadre du dialogue social, comme l’accord-cadre sur le vieillissement actif.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_